

RAPPORT N° 2024/1-16
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024

OBJET : EXPLOITATION DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE
– AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC LE COMITE REGIONAL REUNIONNAIS DE CANOE KAYAK

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

Dans le cadre de l'exploitation du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage et conformément aux orientations assignées à cet établissement dans son projet sportif et touristique, la CINOR a pour mission d'accueillir et accompagner la pratique sportive du canoë kayak, de l'initiation jusqu'au plus haut niveau.

L'association Comité Régional Réunionnais de Canoë Kayak (CRRCK) est l'organisation de référence à La Réunion pour la structuration, la promotion et le développement de la pratique sportive du canoë kayak sur le territoire, en lien avec la Fédération Française de Canoë Kayak et des sports de pagaie, les clubs sportifs affiliés et les structures agréées.

Elle contribue également au rayonnement du Stade en Eaux Vives Intercommunal et des céistes et kayakistes locaux, par ses relations avec des organisations et athlètes de canoë kayak à l'échelle nationale et internationale.

Dans la continuité des conventions conclues jusqu'alors, afin de permettre au Comité Régional Réunionnais de Canoë Kayak de continuer à accéder aux infrastructures du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage pour le développement de ses activités (entraînements du Pôle Espoir et des clubs affiliés, compétitions fédérales, formations...), il est proposé de renouveler une convention de mise à disposition avec cette association pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Le projet de convention ci-annexé définit notamment les modalités de mise à disposition des différents espaces et installations (rivière artificielle, salle de musculation, salle de formation, espace de stockage...), ainsi que les conditions d'utilisation et les responsabilités des parties.

Il est également proposé que le Comité Régional Réunionnais de Canoë Kayak continue à bénéficier d'un bureau dédié au sein du bâtiment principal, où l'association a son siège depuis plusieurs années.

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques qui autorisent l'occupation ou l'utilisation gratuite du domaine public par des associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général, la mise à disposition est consentie à titre gratuit, dans la limite des volumes horaires indiqués et pour les activités mentionnées dans la convention.

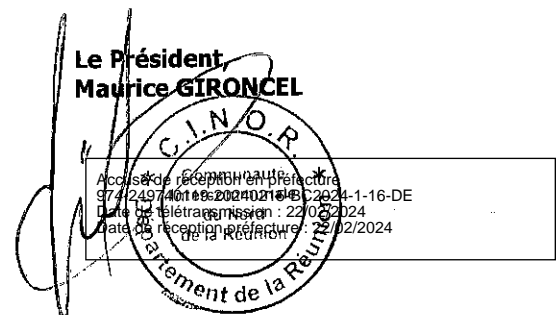
Au-delà de la limite des volumes horaires définis, les tarifs en vigueur s'appliqueront.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la convention jointe en annexe de mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage entre la CINOR et l'association Comité Régional Réunionnais de Canoë Kayak ;
- M'autoriser à signer ladite convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL



DECISION N° 2024/1-16
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024

**OBJET : EXPLOITATION DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL DU BOCAGE A SAINTE-SUZANNE
– AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC LE COMITE REGIONAL
REUNIONNAIS DE CANOE KAYAK**

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-16 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-16-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la convention jointe en annexe de mise à disposition du Stade en Eaux Vives Intercommunal du Bocage entre la CINOR et l'association Comité Régional Réunionnais de Canoë Kayak.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ladite convention.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde 22 FEV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL

